

**2026-01 Tierce maintenance
applicative pour le TUCS du GRADeS e-
santé Occitanie**

CCAP_2026-01

SOMMAIRE

1. TABLE DES MATIERES

3.	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	6
3.1.	PROCEDURE	6
3.2.	FORME.....	6
3.3.	ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES.....	6
3.4.	CONDITIONS DE DÉROGATION AU CCAG-TIC	7
3.5.	POUVOIR ADJUDICATEUR	7
1.	OBJET DE L'ACCORD CADRE	7
2.	DECOUPAGE DU MARCHÉ	8
3.	Durée de l'accord cadre.....	9
4.	Prix de l'accord cadre	9
4.1.	DEFINITION DES PRIX	9
4.2.	FORME DES PRIX	10
4.3.	CONTENU DES PRIX.....	11
4.4.	REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS.....	11
4.5.	CHARGES FISCALES.....	12
4.6.	RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES	12
4.7.	REMISE DE FIN D'ANNEE (RFA)	12
5.	ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES.....	13
5.1.	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
5.1.1.	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	13
5.1.2.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	14
5.1.3.	ENGAGEMENTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	14
6.	Numérique responsable	14
6.1.	Exigences sociales	14
6.2.	Gestion des déchets et fin de vie	15
6.3.	Suivi et contrôle	15
7.	ASSURANCE ET RESPONSABILITE CONTRACTUELLE	15
7.1.	ASSURANCE.....	15

7.2.	RESPONSABILITE CONTRACTUELLE	15
8.	FORCE MAJEURE.....	16
9.	MARCHES COMPLEMENTAIRES DE SERVICE	16
9.1.	Définition et conditions de recours	16
9.2.	Conditions spécifiques	16
9.3.	Limitation du montant	17
9.4.	Justification et traçabilité.....	17
9.5.	Exécution des prestations complémentaires.....	17
10.	PLAN DE PROGRES.....	17
11.	CLAUSE DE REEXAMEN	18
11.1.	Champ d'application et nature des modifications	18
11.2.	Circonstances déclenchant la clause de réexamen	18
11.3.	Modalités de mise en œuvre	18
11.4.	Prise en charge des surcoûts.....	19
11.5.	Exclusions	19
12.	Modalites generales d'exécution des prestations	19
12.1.	ENVIRONNEMENT D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	19
12.1.1.	COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	19
12.1.2.	DECOMPTE DES DELAIS	19
12.1.3.	SOUS-TRAITANCE	20
12.1.4.	COTRAITANCE.....	20
12.2.	MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	20
12.3.	MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION	21
12.4.	MODIFICATION DES PRESTATIONS COMMANDEES EN COURS D'EXECUTION	21
12.5.	ARRET D'EXECUTION D'UNE PRESTATION	21
12.6.	LIEUX D'EXECUTION	21
12.7.	CONDITIONS DE LIVRAISON OU D'EXECUTION	21
13.	modalites de verification applicables aux prestations	22
13.1.	GENERALITES.....	22
13.2.	MODALITES DE VERIFICATIONS APPLICABLES AUX PRESTATIONS	23
14.	PENALITES.....	23
14.1.	Précompte des pénalités :.....	23

14.2.	Notification des pénalités :	23
14.3.	Procédure contradictoire préalable :	23
14.4.	Effet des pénalités :	24
14.5.	PENALITES DE RETARD	24
14.6.	PENALITES GENERALES APPLICABLES	24
14.7.	PENALITES LIEES AU NON RESPECT DE LA GOUVERNANCE	25
14.8.	PENALITE POUR NON RESPECT DES NIVEAUX DE SERVICE	25
14.9.	Pénalité pour non-respect des GTI	25
14.10.	Pénalités pour non-respect des GTR	25
14.11.	PENALITES CONCERNANT LES OPERATIONS DE RECETTE	26
14.12.	PENALITES ET RESILIATION	26
14.13.	PENALITES ET TERME DU MARCHE.....	26
14.14.	PENALITES ET INDEMNITES.....	26
14.15.	PÉNALITÉ POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	26
14.16.	AUTRES PENALITES	27
14.17.	ABSENCE DE MONTANT PLANCHER	27
14.18.	MONTANT PLAFOND	27
15.	MODALITES DE REGLEMENT	28
15.1.	AVANCE	28
15.1.1.	VERSEMENT DE L'AVANCE	28
15.1.2.	REMBOURSEMENT DE L'AVANCE.....	28
15.2.	ACOMPTE	28
15.3.	PAIEMENT	28
15.3.1.	ECHEANCIER DE PAIEMENT.....	29
15.3.2.	FACTURATION	29
16.	DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	31
17.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	33
18.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	34
18.1.	CONTENTIEUX	34
18.1.1.	DIFFERENDS ET LITIGES	34
19.	AGENT COMPTABLE	34

20.	UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....	34
21.	DEROGATIONS AU CCAG-tic.....	35

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

PROCEDURE

La procédure de passation est celle de l'appel d'offre ouvert, telle que décrite aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

FORME

Le présent marché public constitue un accord-cadre au sens de l'article 33 de la directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil et un accord-cadre à bon de commande au sens des articles R. 2162-13 et R. 2162-3 et R. 2162-3 du Code de la commande publique.

Dans le présent document, nous emploierons le terme « accord-cadre » pour « accord-cadre à bons de commande ».

Il est conclu sans montant minimum et avec un maximum annuel de 250 000€ HT. Il est mono-attributaire.

Le montant maximum est identique pour chaque période de reconduction.

ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-TIC, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

CONDITIONS DE DÉROGATION AU CCAG-TIC

Toute dérogation au CCAG-TIC qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite.

Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-TIC, lorsque sur un point déterminé, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Les conditions générales de vente du ou des titulaires ne sont pas applicables.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le groupement d'intérêt public e-santé Occitanie a la qualité de pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre. Celui-ci agit en tant que :

Pouvoir adjudicateur soumis au Code de la commande publique.

Centrale d'achat dans les conditions de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique.

1. OBJET DE L'ACCORD CADRE

L'objet de l'accord-cadre est la Tierce Maintenance Applicative (TMA) de l'application TUCS en vue de répondre au besoin de maintenance évolutive et de maintien en conditions opérationnelles (MCO) des environnements de développement, de préproduction et de production.

Le périmètre MCO adresse les axes ci-dessous (qui seront détaillés plus loin) :

- La haute disponibilité de l'outil
- Les performances de l'application
- La supervision de l'application et des flux d'alimentation de l'outil (l'infrastructure étant supervisée par l'hébergeur), le monitoring et l'alerting de l'application[JL2] [MS3]
- La maintenance préventive
- La maintenance corrective
- La maintenance adaptative
- Le maintien en condition sécurité

Le support utilisateurs est assuré par le centre de services (CDS) du GRADeS e-santé Occitanie. Néanmoins, il pourra être demandé au titulaire d'intervenir ponctuellement sur des sujets d'assistance technique.

2. DECOUPAGE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est structuré comme suit :

PRESTATION 1	REVERSIBILITE ENTRANTE
PRESTATION 2	AUDIT D'INITIALISATION
PRESTATION 3	MAINTENANCE ADAPTATIVE & PREVENTIVE
PRESTATION 4	MAINTIEN EN CONDITIONS SECURITE
PRESTATION 5	MAINTENANCE CORRECTIVE
PRESTATION 6	MAINTENANCE EVOLUTIVE
PRESTATION 7	CONSEIL & AUDIT
PRESTATION 8	REVERSIBILITE SORTANTE ET TRANSFERT DES CONNAISSANCES
PRESTATION 9	ASTREINTE DE MCO EN HEURES NON OUVREES

EVOLUTIONS

L'annexe financière dresse la liste et le prix des prestations fournies par le titulaire.

Elle constitue le document de référence des prestations au jour de la notification du marché.

Dans le cas où le titulaire fait évoluer la gamme de ses prestations ainsi définies et ce, dans la stricte limite de l'objet du marché, il communique au pouvoir adjudicateur les références commerciales ainsi que les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques.

Le titulaire propose son évolution par écrit, au moins vingt (20) jours ouvrés avant la date souhaitée de son entrée en vigueur, en exposant précisément les raisons de cette évolution et en établissant un comparatif avec les précédentes versions.

Sous réserve de leur acceptation par le pouvoir adjudicateur, ces nouveaux éléments se substituent / s'ajoutent à ceux figurant à l'annexe financière sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales du marché, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service sur lequel le titulaire s'est engagé ou d'augmenter le prix des prestations pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l'annexe financière doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple, texte modifié surligné en couleur).

La dernière version émise se substitue à la précédente.

3. DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre prendra effet à compter de la date de notification au titulaire. Toutefois, la prise de responsabilité effective de l'exécution des prestations par le titulaire interviendra à l'issue de la période de réversibilité du marché sortant, soit à compter du **20 septembre 2026**.

Pendant la période de réversibilité, qui s'étend de la notification au 19 septembre 2026 inclus, le titulaire sortant assurera la continuité des prestations sous sa responsabilité exclusive, et le titulaire entrant bénéficiera d'un accès aux documents et informations nécessaires à la bonne reprise des prestations, comme définit au CCTP sans intervenir directement sur celles-ci.

Il sera reconduit tacitement pour des périodes successives de même durée, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite du marché.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché en notifiant sa décision expresse de non-reconduction au titulaire au moins trente (30) jours avant la date d'échéance de la période en cours d'exécution.

En l'absence de notification expresse de non-reconduction dans ce délai, le marché sera réputé reconduit tacitement pour la période suivante.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction.

Sans préjudice de l'article R. 21625 du Code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites au présent CCAP.

4. PRIX DE L'ACCORD CADRE

4.1. DEFINITION DES PRIX

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont définitifs et sont ceux qui figurent à l'annexe 1 à l'acte d'engagement au mois de sa signature par le titulaire.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxes et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxes, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur dans les conditions de l'article 4.5 du présent document.

Un changement tarifaire ne doit pas s'accompagner d'une diminution de la qualité du service offert par rapport aux conditions initiales du marché.

4.2. FORME DES PRIX

La forme des prix du présent marché est défini dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Pour les prix forfaitaires :

Les prestations à prix forfaitaire sont fournies par le titulaire sans limitation du nombre et de la durée des interventions et sans restriction quant à la qualité des intervenants.

Pour les prix en jour/hommes (PRESTATIONS 6 et 7) :

Pour chaque demande formulée par le pouvoir adjudicateur, le prestataire s'engage à fournir un chiffrage détaillé fondé sur l'expression précise du besoin qui lui est communiquée. Ce chiffrage devra comporter une estimation du nombre de jours/homme nécessaires à la réalisation de la prestation, ainsi que la description des ressources mobilisées (profil, compétences).

Le prestataire est responsable du dimensionnement de ce chiffrage, qui doit refléter fidèlement la charge de travail estimée pour répondre aux besoins exprimés.

Bien que le marché soit conclu sur la base de prix unitaires au jour/homme, le prestataire demeure soumis à une obligation de résultat quant à la réalisation des prestations commandées.

Il lui appartient d'organiser et d'exécuter les prestations de manière à atteindre les objectifs fixés par le pouvoir adjudicateur, dans le respect des délais et de la qualité attendue.

L'obligation de résultat du prestataire ne pourra être mise en cause que dans l'hypothèse où il est établi que l'expression du besoin fournie par le pouvoir adjudicateur était imprécise, incomplète ou erronée, et que cette insuffisance a directement impacté la réalisation de la prestation.

Dans ce cas, le prestataire devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur afin de convenir d'un ajustement du chiffrage et/ou des modalités d'exécution.

En cas de sous-dimensionnement du chiffrage initial par le prestataire, non justifié par une imprécision de l'expression du besoin, ce dernier supportera les conséquences financières et opérationnelles liées à ce manquement, sans pouvoir réclamer de supplément de prix.

4.3. CONTENU DES PRIX

Dans le cadre du présent marché, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour le pouvoir adjudicateur. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes tels que ceux relevant des modalités d'exécution (interlocuteurs, centre service client, suivi, etc.) ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions

préparatoires ;

- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

Ces prix sont établis hors taxes et réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

4.4. REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix aussi bien unitaires que forfaitaires sont révisés annuellement, à la date anniversaire du contrat - c'est-à-dire à la date anniversaire de la réception de la notification du contrat par l'opérateur économique - par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par

la formule :

$Cn = 15.0\% + 85.0\% (SYN (n) / SYN (o))$
--

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique, mois « anniversaire » est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

4.5. CHARGES FISCALES

Les prix de base sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations.

A la date de notification du marché, le taux de TVA applicable aux prestations est de 20 %.

4.6. RABAIS ET OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle à l'administration pour une durée limitée.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle professionnelle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix de son barème et ce tout au long de la durée du présent marché.

L'annexe financière à l'acte d'engagement est mise à jour, le cas échéant, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

L'administration se réserve le droit de vérifier, par tous moyens à sa disposition, l'application conforme des dispositions contractuelles du présent article.

4.7. REMISE DE FIN D'ANNEE (RFA)

Le titulaire accorde au pouvoir adjudicateur une remise forfaitaire annuelle calculée sur le chiffre d'affaires réalisé au titre du présent marché. Les taux de remise et les seuils de chiffre d'affaires minimums déclenchant l'application de ces remises sont définis dans l'annexe financière du marché.

La remise forfaitaire annuelle est déterminée en fonction des tranches de chiffre d'affaires réalisées par le pouvoir adjudicateur au cours de l'année civile. Les taux de remise applicables à chaque tranche de chiffre d'affaires sont précisés dans l'annexe financière du marché.

La remise forfaitaire annuelle est appliquée par remise sur facture en début de l'année N+1. Le montant de la remise est calculé sur la base du chiffre d'affaires total facturé et encaissé par le titulaire au cours de l'année N. Le titulaire émettra un avoir correspondant au montant de la remise, qui sera déduit des factures émises en début d'année N+1.

Conditions spécifiques :

- Le chiffre d'affaires total facturé et encaissé par le titulaire est calculé du 1er janvier au 31 décembre de chaque année civile.
- La remise s'applique également à chaque période optionnelle du contrat.
- Pour les fournisseurs français, cette remise est réglée TTC.

5. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

5.1. ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1.1. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir le bénéficiaire informé périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer au pouvoir adjudicateur, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP) les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

En cas de refus d'exécution d'une prestation ou d'impossibilité d'exécuter la (les) prestation(s), le titulaire s'engage à communiquer par écrit sa position, et ce, sous un délai de cinq jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande. Dès lors, le pouvoir adjudicateur est libre de commander la (les) prestation(s) auprès d'un autre opérateur économique.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles du bénéficiaire.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux

renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

5.1.2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

5.1.3. ENGAGEMENTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, le bénéficiaire s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard.

6. NUMERIQUE RESPONSABLE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché de Tierce Maintenance Applicative (TMA), le titulaire s'engage à intégrer les principes du numérique responsable afin de réduire l'impact environnemental et social des prestations fournies, conformément aux bonnes pratiques recommandées par le Guide pratique pour des achats numériques responsables (INR, 2021), et par la réglementation générale de l'écoconception des services numériques (RGESN, 2024).

6.1. EXIGENCES SOCIALES

- **Insertion professionnelle** : Le titulaire s'engage à intégrer, dans la mesure du possible, des actions d'insertion professionnelle, notamment par la formation ou l'embauche de jeunes en situation de décrochage scolaire ou de publics éloignés de

l'emploi, conformément aux dispositifs prévus par le ministère de l'Éducation nationale (cf. clause sociale de formation sous statut scolaire).

- **Conditions de travail** : Le titulaire garantit que les prestations sont réalisées dans le respect des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment en matière de liberté syndicale, abolition du travail forcé, âge minimum et lutte contre le travail des enfants.

6.2. GESTION DES DECHETS ET FIN DE VIE

Bien que le présent marché porte principalement sur des prestations immatérielles, le titulaire s'engage à appliquer une politique responsable concernant les équipements informatiques utilisés dans le cadre de la prestation, notamment en assurant la gestion conforme des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) selon la hiérarchie des modes de traitement (préparation en vue de la réutilisation, recyclage, valorisation énergétique, élimination).

6.3. SUIVI ET CONTROLE

L'acheteur se réserve le droit de demander au titulaire, à tout moment durant l'exécution du marché, les preuves des actions mises en œuvre au titre de la présente clause, notamment les rapports, certifications, attestations ou tout autre document justifiant du respect des engagements environnementaux et sociaux.

En cas de manquement grave et répété à ces engagements, l'acheteur pourra appliquer les sanctions prévues au CCAP.

7. ASSURANCE ET RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

7.1. ASSURANCE

En vertu de l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

7.2. RESPONSABILITE CONTRACTUELLE

Après mise en demeure restée infructueuse du bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations attendues dans le cadre du présent marché.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale à 50% du montant global TTC du bon de commande pour les prestations engageant cette responsabilité.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

8. FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent marché, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

9. MARCHES COMPLEMENTAIRES DE SERVICE

9.1. DEFINITION ET CONDITIONS DE RECOURS

Conformément à l'article R2322-11 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer des marchés complémentaires de services sans publicité ni mise en concurrence préalables. Ces marchés complémentaires peuvent être conclus lorsque les prestations ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service tel qu'il est décrit dans le marché initial.

9.2. CONDITIONS SPECIFIQUES

Les marchés complémentaires de services peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions suivantes :

- Les services complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché initial sans inconvénient majeur pour l'acheteur ;
- Les services complémentaires, bien qu'ils soient séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son parfait achèvement.

9.3. LIMITATION DU MONTANT

Le montant cumulé des marchés complémentaires de services ne peut dépasser 50 % du montant du marché initial. Au-delà de ce seuil, l'acheteur devra conclure un nouveau marché selon une procédure formalisée.

9.4. JUSTIFICATION ET TRAÇABILITE

Le pouvoir adjudicateur devra justifier que les conditions de recours à un marché complémentaire sans publicité ni mise en concurrence sont remplies. Les modifications apportées au marché initial ne doivent pas être substantielles et ne doivent pas entraîner une modification des conditions initiales de mise en concurrence.

9.5. EXECUTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires seront exécutées par le titulaire du marché initial, selon les mêmes conditions contractuelles, sauf dispositions contraires spécifiées dans le marché complémentaire.

10. PLAN DE PROGRES

Tout au long de la durée de l'accord-cadre le titulaire et le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie peuvent convenir d'actions particulières à mener en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

Cela pourra concerner notamment :

- la qualité et la performance des services,
- l'amélioration de l'efficacité de la prestation globale,
- la recherche d'axes d'optimisation dans l'exécution de l'accord cadre
- la capitalisation des connaissances et le transfert des compétences.

Le titulaire ou le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie peuvent être à l'initiative de la proposition. Dans ce cas, le demandeur adresse son projet à l'autre partie détaillant la ou les actions qu'elle souhaite mener. Celles-ci peuvent être ponctuelles ou continues.

Le projet précise :

- les attentes du demandeur par rapport à l'autre partie,
- les objectifs que le demandeur souhaite atteindre,
- et les prérequis nécessaires au déploiement de l'action ou du projet.

En cas d'acceptation du projet, un avenant au présent accord-cadre sera conclu entre le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie et le titulaire.

Pour le cas où le projet nécessiterait la mobilisation de moyens spécifiques dédiés à l'accomplissement de l'action ou du projet, une contrepartie financière pourra être demandée.

La mise en œuvre des actions définies dans le projet, lorsqu'elles fixent des objectifs de performance, donne lieu à une incitation financière qui peut prendre la forme notamment d'offres de prix promotionnelles.

Les conditions d'application sont spécifiées dans l'avenant conclu entre le Groupement d'intérêt public e-santé Occitanie et le titulaire.

11. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord cadre introduit une clause de réexamen permettant de réexaminer les conditions d'exécution du contrat en cas de survenance de certaines circonstances spécifiques. Cette clause est applicable dans les conditions suivantes :

11.1. CHAMP D'APPLICATION ET NATURE DES MODIFICATIONS

Les modifications du contrat peuvent porter sur :

- L'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et nécessitant l'intervention d'un opérateur économique assurant des prestations similaires.
- La mise à jour des sites/services utilisateurs.
- L'ajustement des modalités d'exécution des prestations.

11.2. CIRCONSTANCES DECLENCHANT LA CLAUSE DE REEXAMEN

La clause de réexamen peut être activée en cas de :

- Changement d'un des paramètres d'un indice de prix ou de substitution d'un indice de prix ayant disparu lors de l'exécution du marché par un nouvel indice de prix.
- Changement de législation et/ou de réglementation affectant les impôts et taxes dus par le titulaire au titre de l'exécution du présent contrat.
- Survenance d'un événement extérieur au titulaire remettant en cause l'équilibre financier du contrat (cas de force majeure, sujétions techniques imprévues, grève, crise sanitaire, etc.).
- Évolution des conditions économiques et techniques affectant de manière significative les conditions d'exécution du marché.

11.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

En cas de survenance de l'une des circonstances précitées, les parties conviennent de se rencontrer dans un délai de quinze (15) jours pour discuter de bonne foi des conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le titulaire est tenu de soumettre au pouvoir adjudicateur un dossier motivé justifiant la nécessité du réexamen des conditions du marché. Ce dossier doit contenir :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des modifications proposées.
- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées.
- La documentation technique et tarifaire correspondante.
- L'impact sur le planning et les coûts supplémentaires.

11.4. PRISE EN CHARGE DES SURCOUTS

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

11.5. EXCLUSIONS

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

12. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1. ENVIRONNEMENT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1.1. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Les décisions qui font courir un délai sont notifiées de manière privilégiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise en mains propres contre récépissé à la personne habilitée à représenter le titulaire (ou son mandataire en cas de groupement).

Le bénéficiaire peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

12.1.2. DECOMPTE DES DELAIS

Il est fait application au présent marché des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG-TIC.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

12.1.3. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent marché, dans les conditions prévues par l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique et les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du même Code, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

Le titulaire s'engage notamment à présenter au pouvoir adjudicateur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. Pour ce faire, il fournit une déclaration contenant les renseignements mentionnés aux articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du Code suscités. Le pouvoir adjudicateur, en cas d'accord, devra alors accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose à des sanctions prévues à l'article

3.6.3 du CCAG-TIC.

12.1.4. COTRAITANCE

En cas de défaillance du mandataire du groupement d'opérateurs économiques, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

12.2. MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins du bénéficiaire.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- la référence du marché ;
- la désignation de la ou des prestation(s) concernée(s) ;
- les phases et le détail de la ou des prestation(s) (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution et de livraison.

12.3. MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire. Les délais particuliers d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans le CCTP.

Ces délais expirent à la date de présentation des prestations au pouvoir adjudicateur, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application, à l'encontre du titulaire, de pénalités telles que formulées au présent document.

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

12.4. MODIFICATION DES PRESTATIONS COMMANDEES EN COURS D'EXECUTION

En cours d'exécution, le bénéficiaire peut être amené à faire évoluer les prestations par des créations, suppressions ou modifications de services et ce, sans que soit remis en cause, le déroulement normal du marché.

Ces modifications sont opérées dans les conditions techniques et de délais définies dans le CCTP et la proposition technique du titulaire.

La formalisation de ces modifications est réalisée par simple demande écrite, transmise par le pouvoir adjudicateur par courrier électronique, confirmée le cas échéant par un bon de commande, numéroté et daté, notifié au titulaire.

12.5. ARRET D'EXECUTION D'UNE PRESTATION

Le bénéficiaire peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande. Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

12.6. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations sont réalisées en distanciel dans les locaux du titulaire mais également en présentiel dans les locaux du groupement.

12.7. CONDITIONS DE LIVRAISON OU D'EXECUTION

Les livrables seront accompagnés d'un bulletin de livraison, indiquant :

- le nom du titulaire du marché,
- la date de livraison et d'expédition,
- la référence du marché,
- la nature du livrable.

12.8. GARANTIE DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations fournies par le titulaire au titre du présent accord-cadre sont couvertes par **une garantie de 12 mois**. Durant cette période la résolution des incidents et/ou anomalies associés ne seront pas décomptés du forfait de maintenance corrective.

13. MODALITES DE VERIFICATION APPLICABLES AUX PRESTATIONS

13.1. GENERALITES

Les opérations de vérification et les décisions du bénéficiaire s'effectuent dans les conditions décrites ci-dessous et, en tant que de besoin, sont précisées dans chaque bon de commande.

Elles dérogent partiellement ou totalement aux dispositions des articles 29 à 34 du CCAG-TIC.

Elles ont pour but de constater que les prestations exécutées sont conformes aux obligations imposées au titulaire.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations définies dans le marché conformément aux dispositions contractuelles.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications. Cette notification est faite par courrier dématérialisé permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire de la date à partir de laquelle débutent les opérations de vérification qualitative. Cette notification est faite, par courrier dématérialisé permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

A l'issue des opérations de vérification, le bénéficiaire prend une décision :

- de réception lorsque les prestations répondent aux stipulations du marché ;
- d'ajournement lorsque les prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point ;
- de réfaction lorsque les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- de rejet des prestations lorsque les prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état. Le rejet peut être partiel ou total. Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations.

L'ajournement ou le rejet n'a pas pour effet d'accorder une prolongation du délai contractuel d'exécution. L'ajournement ou le rejet prononcé par le pouvoir adjudicateur constitue un cas de retard sanctionné par les pénalités stipulées au présent accord-cadre.

13.2. MODALITES DE VERIFICATIONS APPLICABLES AUX PRESTATIONS

Au titre de chacune des prestations du présent marché, le titulaire est tenu de transmettre au bénéficiaire l'ensemble des livrables qui s'y rattachent et ce, dans les délais et conditions définis au sein du CCTP.

Au titre de chacune des prestations du présent marché, le bénéficiaire procède aux opérations de vérification dans les délais et conditions définis au CCAG-TIC, sauf mentions contraires dans le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur signera un PV de réception qui vaudra acceptation des prestations.

14. PENALITES

14.1. PRECOMPTE DES PENALITES :

Les pénalités de retard et autres pénalités prévues au contrat seront appliquées par précomptes sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution du marché. Ces précomptes seront effectués lors de l'établissement des états d'acompte mensuels ou trimestriels, selon la périodicité définie dans le marché.

14.2. NOTIFICATION DES PENALITES :

Le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire, par écrit, le montant des pénalités appliquées, les manquements constatés, ainsi que les périodes concernées. Cette notification sera accompagnée d'un justificatif détaillant le calcul des pénalités.

14.3. PROCEDURE CONTRADICTOIRE PREALABLE :

Avant l'application des pénalités, le titulaire sera invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification. Le pouvoir adjudicateur précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les manquements reprochés, ainsi que le délai imparti pour présenter les observations.

14.4. EFFET DES PENALITES :

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le paiement des pénalités ne libère pas le titulaire de son obligation d'exécuter les prestations prévues au contrat.

14.5. PENALITES DE RETARD

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt des pénalités pour retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constituent des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article 3.8 du présent document.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités de retard s'appliquent également en cas de non-respect de la comitologie précisée au CCTP.

14.6. PENALITES GENERALES APPLICABLES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, après expiration du délai contractuel d'exécution tel qu'il résulte de la date de livraison reportée sur le bon de commande des prestations concernées, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon les formules suivantes :

$$P = (V \cdot R) / 100$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur de la prestation (euros HT) ;

R = nombre de jours ouvrés de retard.

14.7. PENALITES LIEES AU NON RESPECT DE LA GOUVERNANCE

Si le Titulaire ne respecte pas les délais de livraison des éléments de gouvernance tel que décrits au CCTP, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P=R \cdot 250$$

P=montant de la pénalité ; R= nombre de jours ouvrés de retard

14.8. PENALITE POUR NON RESPECT DES NIVEAUX DE SERVICE

Pour l'ensemble des pénalités, le délai commence à courir à compter de la déclaration d'incident. Il est précisé que toute heure (ou quart d'heure le cas échéant) entamée est comptée comme entière.

Les niveaux d'anomalie / incident sont précisés aux dispositions de l'article 9.5.1 du CCTP.

14.9. PENALITE POUR NON-RESPECT DES GTI

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités pour dépassement des GTI sont les suivants :

Priorité de l'incident	P1	P2	P3	P4
Montant de la pénalité pour non respect de la GTI	200€ par heure de dépassement	150€ par heure de dépassement	100€ par jour de dépassement	50€ par jour de dépassement

14.10. PENALITES POUR NON-RESPECT DES GTR

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les montants des pénalités pour dépassement des GTR sont les suivants :

Priorité de l'incident	P1	P2	P3	P4
------------------------	----	----	----	----

Montant de la pénalité pour non respect de la GTR	200€ par heure de dépassement	150€ par heure de dépassement	100€ par jour de dépassement	50€ par jour de dépassement
---	-------------------------------	-------------------------------	------------------------------	-----------------------------

14.11. PENALITES CONCERNANT LES OPERATIONS DE RECETTE

Suite à deux rejets consécutifs d'une recette, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et ce, à partir du troisième rejet, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € TTC doublé à chaque nouvelle recette invalidée. Cette pénalité est cumulable le cas échéant avec une éventuelle pénalité de retard.

À noter qu'une recette sera rejetée dès la présence d'une anomalie avérée. Une anomalie est qualifiée comme un écart de comportement par rapport à la documentation (expression de besoin validée, documentation...)

14.12. PENALITES ET RESILIATION

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation du marché tel que défini à l'article 3.2 du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

14.13. PENALITES ET TERME DU MARCHÉ

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

14.14. PENALITES ET INDEMNITES

Le pouvoir adjudicateur ne peut prétendre au versement de dommages et intérêts pour un préjudice généré par un fait fautif du titulaire sanctionné par les pénalités stipulées dans le présent marché.

Toutefois, dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent marché et/ou perturbe fortement les activités et missions du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

14.15. PÉNALITÉ POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

14.16. AUTRES PENALITES

Pénalités	Type de pénalité	Valeurs	Précisions
Pénalité pour perte définitive de données	Forfaitaire	5 000 €	Par constatation notifié au titulaire
Pénalité pour mauvaise exécution du contrat	Forfaitaire	500 €	Par constatation

14.17. ABSENCE DE MONTANT PLANCHER

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu des formules mentionnées ci-avant, et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

14.18. MONTANT PLAFOND

Les pénalités précitées sont cumulables.

Les pénalités sont plafonnées à 20% du montant annuel du marché constaté sur l'année n-1.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné :

- le marché peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement des pénalités restant dû.
- Le bénéficiaire se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par une autre société, après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

Pour la première année, le montant annuel des pénalités est plafonné à 35000 euros TTC.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement des pénalités restant dû.

15. MODALITES DE REGLEMENT

15.1. AVANCE

15.1.1. VERSEMENT DE L'AVANCE

Sauf s'il y renonce expressément, le titulaire a droit au versement de l'avance prévue à l'article L. 2191-2 du Code de la commande publique et à l'article R. 2191-3 du même Code. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à cinquante mille (50 000) € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Cette avance est égale à cinq (5) % du montant du bon de commande, pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois ; pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est fixé à cinq (5) % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est versée au titulaire en une seule fois, pour chaque bon de commande.

15.1.2. REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

15.2. ACOMPTES

Dans le cadre du présent marché et conformément aux dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

15.3. PAIEMENT

Les prestations sont réglées par application des prix figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Pour le règlement des prestations du présent marché, le titulaire établit une facture.

Le bénéficiaire accepte ou rectifie la facture émise par le titulaire. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le bénéficiaire. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Le paiement est effectué par virement bancaire.

15.3.1. ECHEANCIER DE PAIEMENT

Prestation	Echéance de facturation
Prestation 1 - RÉVERSIBILITÉ ENTRANTE	50% à la commande 50% au PV de réception
Prestation 2 - AUDIT D'INITIALISATION	100% à la livraison de l'intégralité des livrables (PV de réception)
Prestation 3 - MAINTENANCE ADAPTATIVE & PRÉVENTIVE	25% trimestriel à terme échu*
Prestation 4 - LE MAINTIEN EN CONDITION DE SÉCURITÉ	25% trimestriel à terme échu*
Prestation 5 - LA MAINTENANCE CORRECTIVE	100% à la commande
Prestation 6 - MAINTENANCE ÉVOLUTIVE	50% à la commande 50% après la livraison en production (PV de réception)
Prestation 7 - CONSEIL & AUDIT	30% à la commande 70% à la livraison de l'intégralité des livrables (PV de réception)
Prestation 8 - RÉVERSIBILITÉ SORTANTE ET TRANSFERT DES CONNAISSANCES	100% à PV de réception
Prestation 9 - ASTREINTE DE MCO EN HEURES NON OUVRES	25% trimestriel à terme échu*

(*) Dans le cadre des bons de commande à paiement trimestriel, la facturation est établie sur trois mois francs (du 1er jour au 30/31ième jour), à l'exception du premier trimestre, pour lequel le premier mois, sera tronqué, donnant lieu à une facturation proportionnelle.

15.3.2. FACTURATION

15.3.2.1. CONTENU DES FACTURES

Les factures précisent impérativement :

- l'identification de l'acheteur :
 - les références du marché (nom ou numéro du marché, numéro de compte client, etc.) ;
 - le nom du bénéficiaire, l'adresse de facturation, puis le nom du service à l'initiative de la commande ;

- l'identification du titulaire :
 - dénomination et raison sociale, numéro SIRET ou, à défaut, le numéro SIREN, adresse ;
- la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identifiant unique de la facture ;
- le numéro de commande de l'acheteur ;
- le libellé de prestations conformes aux libellés utilisés dans les documents du marché, ou à défaut un tableau de correspondance synthétique ;
- les prix conformes à l'annexe financière ;
- le montant total à payer toutes taxes comprises et hors taxes ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- le procès-verbal de service fait ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- toute autre information utile au paiement.

15.3.2.2. MODALITES D'ENVOI DES FACTURES

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée sur le portail CHORUS PRO et être accompagnée du procès-verbal de service fait. Toute facture qui n'est pas envoyée depuis le portail CHORUS PRO sera réputée non envoyée et ne sera pas traitée.

Le portail CHORUS PRO (DGFIP) est gratuit.

Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer. Les factures et les procès-verbaux de réception seront au format PDF. Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>.

15.3.2.3. DELAI DE PAIEMENT

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément aux articles R. 2192-31, R. 2192-32, R. 2192-35 et R. 2192-36 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au

premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il est précisé que les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

15.3.2.4. INFORMATION – RECLAMATION

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à l'adresse du bénéficiaire. Cette lettre précise au moins :

- la référence du marché.
- la référence de la commande ;
- le montant total TTC de la commande ;
- le montant total TTC de la facture en cause.
 - MONNAIE

Le titulaire est informé que le marché est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée.

16. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG-TIC, la présente cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif et il ne peut être accordé au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 46.3. du CCAG-TIC.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

17. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;

– la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

18. DISPOSITIONS DIVERSES

18.1. CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

18.1.1. DIFFERENDS ET LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution de celui-ci.

Tout différend doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au bénéficiaire ainsi qu'au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

19. AGENT COMPTABLE

Le comptable assignataire est :

L'agent comptable GIP e-santé Occitanie 10 rue des trente-six ponts 31 400 Toulouse
--

20. UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein du marché, l'ensemble des pièces est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives au marché doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

21. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-TIC :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-TIC	Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 3.2	51
Article 11.1	29 à 34
Article 12.1.1	14.1
Article 12.2.1	14.1
Article 12.6.1	14.1.3
Article 14	46.2.1 et 46.3